



Les métiers de l'eau et de l'assainissement

Portraits d'acteurs en Mauritanie

PROJET AICHA



Les métiers de l'eau et de l'assainissement

Portraits d'acteurs en Mauritanie

PROJET AICHA



Mamoune Ly était une cheville ouvrière du programme Aicha. Animateur au Gret depuis 8 ans, il nous a quittés le 5 novembre 2015, au lendemain de la clôture du programme. Mamoune avait la main sur le cœur et le sourire aux lèvres. Son engagement et sa sagesse ont inspiré tous ceux qui ont eu la chance de travailler avec lui.

Mamoune, tes amis et tes collègues te dédient cet ouvrage.

À ta fille, Aisha.

Le projet Aicha est mis en œuvre par le Gret, en partenariat avec Tenmiya.



Avec le soutien financier de :

- l'Union européenne (dans le cadre de la Facilité Eau du 10^e FED);
- le SEDIF (Syndicat des eaux d'Ile-de-France);
- l'AESN (Agence de l'eau Seine-Normandie);
- l'APAUS (Agence de promotion de l'accès universel aux services);
- les communes partenaires (Ndiago, Keur Macène, Rosso, Tekane et Dar El Barka).



Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du Gret et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis des partenaires financiers

COORDINATION : Laetitia Loseille, Frédéric David, Frédéric Naulet

PHOTOGRAPHIE : © En Haut et © Gret

MAQUETTE : Hélène Gay

Imprimé sur papier recyclé par IGC Communigraphie (42000 Saint-Étienne).

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement fait partie des grands combats de l'humanité pour le droit de tous à vivre dignement. Cette question est au cœur des agendas internationaux du développement. Après la consécration du droit à l'eau et à l'assainissement par les Nations unies en 2010, l'adoption en septembre 2015 des Objectifs de développement durable par la communauté internationale, avec l'objectif n° 6 dédié à l'eau et à l'assainissement, témoigne de l'importance que revêtent ces services pour le bien-être des individus, le développement de nos sociétés et la préservation de l'environnement.

Comment expliquer que des milliards de citadins et de villageois soient encore aujourd'hui privés d'assainissement et d'eau potable ? La réponse est-elle à rechercher dans le manque de volonté politique des États, dans la défaillance des stratégies sectorielles des bailleurs de fonds ou dans l'inconsistance des modes de gouvernance appliqués aux services ? Ne renvoie-t-elle pas à la difficile acceptation d'un partage des richesses et du pouvoir ? Ne faut-il pas y voir la persistance des égoïsmes face à l'évidence de la supériorité des liens d'interdépendance et à l'obligation de solidarité envers les plus défavorisés ?

Il n'empêche, pour répondre aux défis de l'eau et de l'assainissement, des initiatives sont menées un peu partout dans le monde. Leurs promoteurs entendent démontrer par l'épreuve de l'action que les solutions existent. Le projet d'Appui aux initiatives des communes pour l'hydraulique et l'assainissement (Aicha) en est une illustration. Il a pour objectif d'améliorer le bien-être et la santé des habitants de cinq communes du Sud de la Mauritanie, par la mise en place de services d'eau et d'assainissement performants. À travers ce projet, les différents acteurs impliqués entendent contribuer au renforcement des politiques nationales d'eau potable et d'assainissement en mettant à disposition des références techniques, économiques et organisationnelles, ainsi que des méthodes éprouvées pour planifier, mettre en gestion et suivre les services d'eau et d'assainissement.

Grâce au travail mené dans le cadre de ce projet, plus de 25 000 habitants disposent, en 2015, d'un accès pérenne à l'eau potable. Une vingtaine de localités bénéficient d'infrastructures hydrauliques comprenant des forages, des châteaux d'eau, des stations de potabilisation, des réseaux de distribution, etc. Des latrines scolaires ont été réalisées dans 30 écoles et des blocs sanitaires ont été installés dans plusieurs lieux très fréquentés des communes. Des campagnes intensives de promotion de l'assainissement domestique et de diffusion d'équipements sanitaires hygiéniques ont été menées auprès de 20 000 habitants dans la zone d'intervention.

Ce n'est pas tout ! Si ces quelques chiffres permettent d'apprécier les résultats les plus visibles du projet, ils ne suffisent pas à rendre compte de ses apports qualitatifs, encore moins des impacts positifs en termes de renforcement de la politique sectorielle, de compétences développées ou d'amélioration des conditions de vie : des emplois ont été créés, des dynamiques de collaboration ont émergé, des apprentissages se sont formés, des territoires se sont transformés... Au-delà de l'accès à l'eau et à l'assainissement, ce sont de nouvelles manières de penser et de pratiquer l'action publique qui ont vu le jour.

Surtout, les chiffres ne disent rien des acteurs qui ont permis de faire de ce « projet » une « réalité », et qui continuent d'agir chaque jour pour fournir des services de qualité. Cet ouvrage tente d'y remédier. Les pages qui suivent entendent porter la lumière sur ces femmes et ces hommes. En croisant leur regard et leur trajectoire, il rend hommage à leur engagement, leur esprit d'entreprise et leur savoir-faire. Il nous livre des récits puisés dans leur vécu et dans leur représentation du projet. Il exprime un message d'espoir face à l'ampleur des défis de l'eau et de l'assainissement en Mauritanie... et ailleurs.

Pierre Jacquemot, Président du Gret



Portraits d'acteurs

LES DÉCIDEURS

Le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement comprend trois directions techniques : la Direction de l'Hydraulique, la Direction de l'Hydrologie et des Barrages et la Direction de l'Assainissement. Leurs missions portent sur l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques nationales dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement. À ce titre, elles élaborent les stratégies sectorielles, les plans de développement, et assurent le suivi des programmes d'investissement nationaux. Elles coordonnent et supervisent l'activité des établissements publics relevant de leur secteur respectif.



Directeur de l'Hydraulique

Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement

Mohamed El Moctar Ould Mohamed

« Ayant fait toute ma carrière professionnelle au sein du ministère de l'Hydraulique, je fais partie des anciens du secteur de l'eau potable en Mauritanie. J'ai ainsi connu l'élaboration de la carte hydrogéologique du pays, les premiers programmes de réalisation de forages, comme les premières installations solaires. Entré dans ce Ministère en 1989, j'assume la fonction de directeur de l'Hydraulique depuis 2004.

La Mauritanie est un pays où l'eau est rare, en surface comme en sous-sol. Peu nombreuses sont

les régions où l'on capte facilement l'eau. Les forages se situent le plus souvent en zone de socle : ils sont profonds, incertains et coûteux. C'est pourquoi un bon forage est une richesse qu'il convient d'exploiter à bon escient.

La Direction de l'Hydraulique veille à la bonne utilisation des ressources en eau du pays. Elle a pour rôle de coordonner les interventions tout en vérifiant que la réglementation soit respectée. Nous élaborons des plans d'investissements triennaux. Notre objectif est d'équiper, à l'horizon 2030, tous les villages de plus de 150 habitants. Nous avançons également dans la gestion professionnelle de l'eau, de manière à ce que nos dispositifs de gestion soient justes et pérennes. Tous les acteurs intervenant dans le secteur sont les bienvenus. Ils doivent intervenir dans le cadre de conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage signées avec le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement. »



Directeur de l'Assainissement

Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement

Ahmed Weddady

« Ma carrière professionnelle a débuté au ministère de l'Hydraulique en 1992. J'occupe actuellement le poste de directeur de l'Assainissement après être pas-

sé par plusieurs services, notamment à la Direction de l'Hydraulique. J'assume à ce titre la responsabilité de relever le secteur de l'assainissement à un niveau acceptable, sachant qu'il a été marginalisé pendant plusieurs décennies. C'est un vrai défi, dans un contexte où le secteur de l'assainissement accuse un important retard. Naturellement, ce retard rejait sur les conditions sanitaires des populations et entraîne une dégradation continue de leur cadre de vie, ainsi que de l'environnement.

Depuis 2010, une dynamique a été engagée afin d'assurer une meilleure visibilité et de renforcer la coordination.

Notre stratégie est déclinée en grandes orientations qui peuvent se résumer comme suit :

- en milieu rural, couvrir l'ensemble des localités selon l'approche APTC, équiper tous les lieux publics de latrines et développer la filière assainissement en mettant en œuvre une stratégie de marketing ;
- en milieu urbain, appliquer les plans directeurs d'assainissement dans les villes de plus de 25 000 habitants.

En termes de gouvernance, mon action porte sur l'harmonisation des formats de collecte des données, la mise en place d'une base de données nationale, et le renforcement des capacités du secteur à travers l'affectation de personnel supplémentaire aux niveaux central et régional, et la mise en application d'un plan de renforcement des compétences. »



À Nasra, village typique de Mauritanie niché au cœur des dunes, l'accès à l'eau et à l'assainissement est maintenant une réalité !



Chef du Département technique Eau à l'Autorité de régulation

Ahmedou Ould Chah
Nouakchott

L'Autorité de régulation est un organisme public indépendant chargé de piloter l'attribution des délégations de services d'eau, de déterminer les principes de tarification et d'évaluer les performances des opérateurs. Elle exerce également une mission de contrôle des activités confiées aux délégataires. À ce titre, elle est habilitée à sanctionner, directement ou à la demande des maîtres d'ouvrage, les manquements et les négligences constatés de la part des opérateurs.

« J'ai commencé ma carrière à la Société nationale industrielle et minière où j'ai exercé pendant dix ans comme chef d'atelier puis comme coordinateur Assainissement-Entretien réseaux. Cette dernière position m'a donné goût à la thématique de

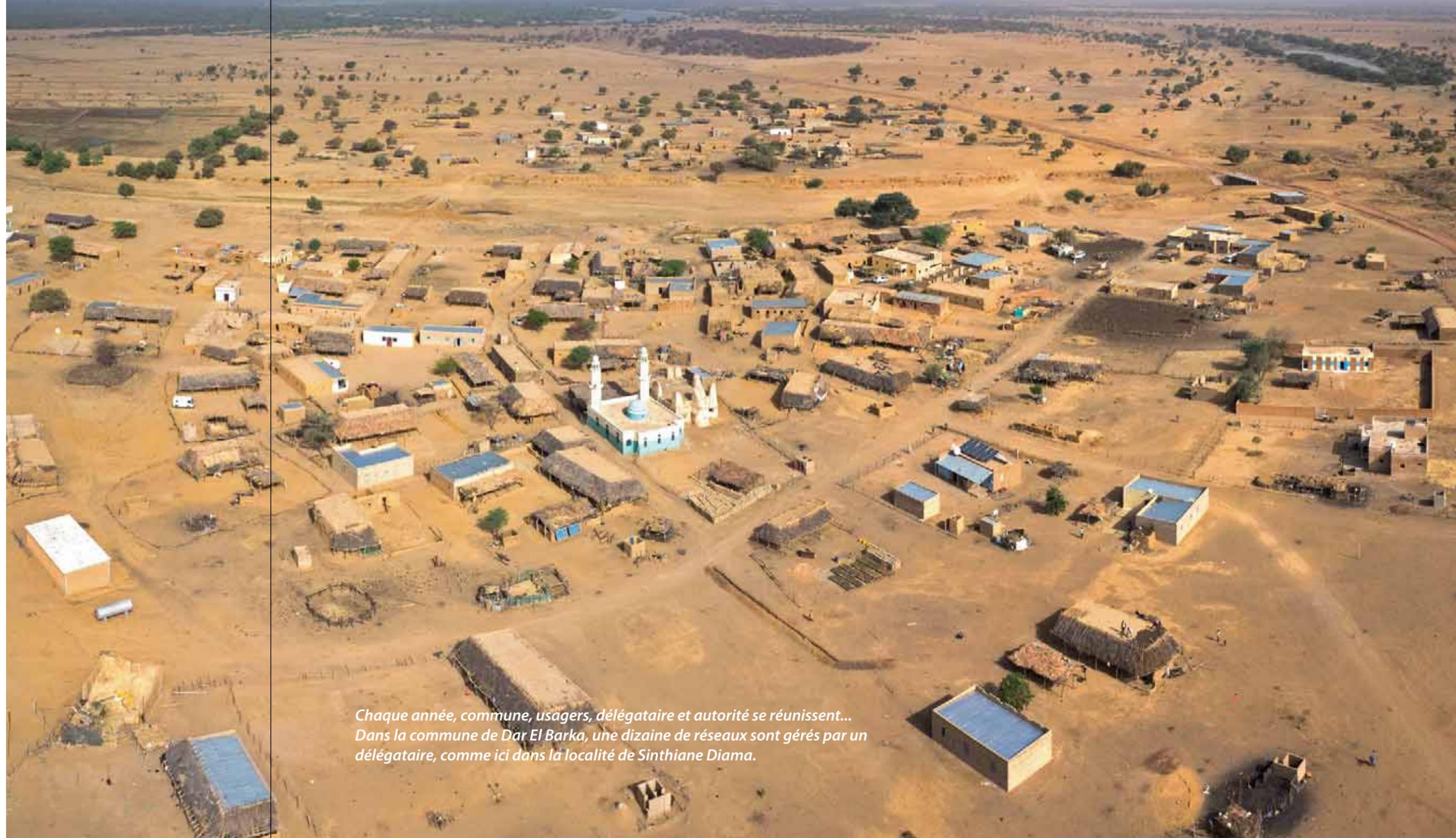
l'eau, notamment au cours de la réalisation d'un important projet d'eau potable *Boulouar-Nouadhibou* ».

J'ai poursuivi dans cette voie en entrant à l'Autorité de régulation, en 2007. L'Autorité de régulation est un organe de régulation multisectorielle créée par la loi 2001-18. Au début, j'intervenais en tant qu'expert sur la régulation des services d'eau. J'ai eu la chance de suivre l'évolution des Délégations de service public (DSP) dans le domaine de l'eau potable : la première DSP date de 2008 et on en compte aujourd'hui plus d'une quinzaine. L'équipe que je coordonne est en charge de la mise en place des délégations de service public de l'eau : élaboration des cahiers des charges, calcul du tarif d'équilibre pour les délégations, recrutement des opérateurs, remise des installations aux délégataires, et suivi des performances des services.

Selon notre expérience, un des enjeux majeurs réside dans la mise à jour du cadre réglementaire du secteur de l'eau potable – Code de l'eau – avec notamment une réflexion à engager sur les seuils des délégations de service public et sur la manière d'appréhender le zonage ou le périmètre de ces délégations. Des délégations de service public à l'échelle des communes pourraient permettre des optimisations.

Cette réflexion est déjà engagée avec le projet 5 *Wilayas* ou de manière pilote avec la DSP au niveau de la commune de Dar El Barka dans le cadre du projet Aicha.

Ces orientations devraient permettre des améliorations importantes du sous-secteur de l'eau potable. »



Chaque année, commune, usagers, délégataire et autorité se réunissent... Dans la commune de Dar El Barka, une dizaine de réseaux sont gérés par un délégataire, comme ici dans la localité de Sinthiane Diama.



Maire

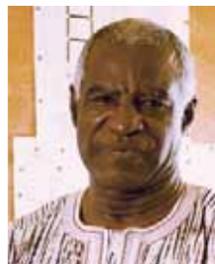
Alioune Ould Baba
Commune de Tekane

Les collectivités locales ont la possibilité d'assurer la maîtrise d'ouvrage des services d'eau implantés sur leur territoire. De même, d'après l'ordonnance de 1987, l'assainissement relève de leur compétence. Parce qu'elles représentent l'échelon administratif le plus proche des populations, elles doivent être associées à la planification des investissements et au suivi de ces services.

« La commune de Tekane, c'est 23 000 habitants répartis en 59 villages. C'est une commune agropastorale, avec des besoins importants en infrastructures de base. Grâce au Plan d'hydraulique et d'assainissement pour la commune de Tekane, nous savons désormais où il y a de l'eau, et comment la mobiliser. Nous connaissons les zones critiques où l'eau est salée et devrait être acheminée de loin. Ce document de planification nous aide à décider, en fonction de priorités, des densités de populations, et il permet d'anticiper les coûts d'investissements. Il incite à repenser l'aménagement de la commune : privilégier la concentration de l'habitat pour faciliter l'accès des gens aux services d'hydraulique, d'assainissement mais aussi pour faciliter l'accès à d'autres services de base comme la santé ou l'éducation. Au niveau de l'assainissement, le changement prendra du temps. Ceux qui finissent par s'équiper en latrines se rendent vite compte que les avantages sont considérables. »



L'accroissement démographique dans les gros bourgs ruraux est fort, d'autant plus si ceux-ci sont pourvus en services essentiels comme l'eau potable. Savoir accompagner le développement des services dans ces petites villes nécessite la mise en place de documents de planification.



Directeur des Services techniques

Ibrahima Diop

Commune de Rosso

Le directeur des Services techniques est chargé d'organiser et de superviser les travaux publics effectués dans la commune. Il est aussi responsable de la gestion des infrastructures et des équipements collectifs, tels que les blocs sanitaires des places publiques, les services de l'eau dont la commune est maître d'ouvrage, ou encore le curage des caniveaux pour l'évacuation des eaux pluviales.

« En termes de compétences, la commune de Rosso est la première à s'être dotée d'un service technique avec des cadres et des agents capables de suivre ses projets. À Breun, quand les travaux ont pris fin, nous avons rempli des bouteilles d'Evian avec de l'eau de la station. Nous les avons ensuite présentées aux villageois. Croyant que ça venait de la boutique, ils l'ont bue et nous leur avons dit : ça c'est votre eau. Notre eau ? Ils ont ouvert le robinet, rempli des bidons, et là ils y ont cru.

Aujourd'hui, les villages se développent plus vite que ces cinquante dernières années. La bilharziose et d'autres maladies ont reculé. Si vous visitez les villages de la commune, vous verrez que les villageois sont en train de se fixer, et que les territoires se développent. Même les enfants qui sont partis



commencent à revenir chez eux pour s'installer. C'est ce que nous avons gagné dans ce projet, un ralentissement de l'exode rural ! L'eau c'est la vie !

Je suis très confiant pour l'avenir car la commune a gagné en crédibilité auprès des populations.

À partir de cette année on s'attaque à l'assainissement, notre nouveau défi ! »

^

Le rôle du directeur technique est aussi de préparer les dossiers à valider au conseil municipal et de conseiller le maire sur les choix stratégiques de sa direction. Ici, Ibrahima Diop expose les travaux de construction du château d'eau de Breun au Maire de Rosso.



À Breun, dans la commune de Rosso, une unité de potabilisation de l'eau du fleuve Sénégal alimente plus de 5 000 habitants depuis 2010. Chaque année, élus locaux, usagers, délégataire et autorité de régulation se réunissent pour faire le bilan du service d'eau.

Assistant à maîtrise d'ouvrage

L'assistant à maîtrise d'ouvrage, comme son nom l'indique, a pour rôle d'accompagner le maître d'ouvrage, que ce soit la puissance publique ou une commune, dans l'exercice de ses fonctions. Pour les projets d'eau et d'assainissement, cela se traduit notamment par l'aide à l'identification des besoins, à la définition de stratégies, à la conduite de processus de planification locale, au pilotage des études et des travaux, à l'organisation de la gestion et du suivi des services, et au renforcement des élus et agents communaux pour la bonne réalisation de leurs tâches.



Moulaye Ould Bleilla
Gret, Nouakchott

« J'ai réalisé mes études supérieures à Nouakchott dans le domaine de l'économie. Ma passion pour le secteur de l'eau m'a conduit à travailler

à la Direction de l'Hydraulique et dans des ONG nationales et internationales de développement.

J'ai participé à de nombreux projets dans les domaines de l'environnement : eau, assainissement, énergies renouvelables, irrigation, tout d'abord en

tant qu'animateur, puis en tant que socio-économiste. J'assure aujourd'hui la coordination des projets du Gret dans ces domaines. Notre approche consiste à accompagner les acteurs pour qu'ils puissent exercer leur rôle le mieux possible, notamment les élus et les services techniques des communes, qui sont chargés du développement de leur territoire.

Mon travail consiste en particulier à impliquer les communes, les conseiller, les former tout au long de nos actions. Concrètement, je les appuie à prendre des décisions éclairées sur la base de documents de planification, et les accompagne dans leurs responsabilités d'animation de la commune et de maître d'ouvrage. C'est à travers ce type d'accompagnement que les communes ont pu se saisir de leur rôle et prendre en charge la maîtrise d'ouvrage de services d'eau, comme à Rosso ou Dar El Barka, où la gestion de services d'eau est déléguée.

Nous avons introduit les plans communaux en hydraulique et assainissement en Mauritanie, qui ont permis un réel renforcement des compétences communales. Notre objectif est que toutes les communes disposent d'un tel plan d'ici 2022. »



Mohamed Tourad
Directeur général de
Tenmiya, Nouakchott

« Ingénieur hydrogéologue, j'œuvre depuis 26 ans dans le développement, où j'apporte

une expertise dans les domaines de l'eau, l'électrification rurale, la sécurité alimentaire, l'environnement et l'appui aux collectivités locales. L'ONG Tenmiya que j'ai fondée assure des missions de maîtrise d'œuvre, d'appui à maîtrise d'ouvrage et la formation aux professionnels et aux collectivités dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement.

Dans le cadre du projet Aicha, Tenmiya avait en charge la coordination entre les bureaux d'études et les entreprises prestataires, l'assistance à la maîtrise d'œuvre et l'appui et suivi des travaux.

Le programme Aicha a contribué à relever le niveau d'accès à l'eau potable des populations de manière pérenne, à travers une bonne gestion des services d'eau. Divers mécanismes de gestion des services d'eau sont mis en place, mais il y a encore beaucoup d'améliorations à apporter pour faciliter l'accès au service au plus grand nombre.

Il reste un très grand nombre de localités n'ayant pas accès à l'eau potable, ce qui constitue un défi important, d'autant plus que les localités à servir sont souvent de petite taille, et se trouvent dans des zones où les ressources en eau sont difficiles d'accès. Cela implique de nouveaux défis pour optimiser les investissements, rentabiliser les services de gestion et renforcer les capacités des acteurs. »

À l'arrivée du réseau d'eau à Zire Sbeikha dans la commune de Ndiago, plus de la moitié des ménages se sont raccordés à l'eau courante et se sont équipés en toilettes. En attendant de pouvoir acquérir sa propre latrine et de se brancher au réseau, les autres vont chez leurs voisins ou à la borne-fontaine.





Portraits d'acteurs

LES GESTIONNAIRES



Chef de centre de l'Onser

Moundaye Dieye
Ndiago

Le chef de centre de l'Onser est responsable du fonctionnement d'un service d'une ou plusieurs localités.

À Ndiago, il assure toutes les fonctions locales d'exploitation du service de l'eau : organisation et supervision des équipes techniques chargées des stations de traitement, maintenance préventive et curative (gestion des pannes, réparations, etc.), activités commerciales et de gestion financière (comptabilité, service de clientèle, etc.). Il est aussi chargé du suivi et de la redevabilité du service auprès de la direction générale, mais aussi auprès des usagers. Enfin il assure le lien avec les administrations et la commune.

« Je suis chef de centre depuis décembre 2014. Mon métier consiste à gérer deux centres de traitement : Birett qui alimente les villages de Birett, Ebden, Ndiago et Moydina, et Zire qui alimente neuf localités. La gestion des centres, c'est le recouvrement des abonnés et des bornes-fontaines, la gestion des consommables, javel, gasoil, etc. L'argent encaissé auprès des usagers sert à payer le personnel : deux opérateurs, une caissière et moi-même.



Je suis très fier de mon métier parce que je sers ma localité. Ce qui me plaît, c'est que ça marche, qu'on arrive à fournir un service qui va durer. Avant, au temps de la gestion locale de l'eau, il y avait des problèmes, qu'il était difficile de surmonter et qui entraînaient des coupures d'eau de plusieurs mois. »

^ Le chef de centre (ici à gauche) est appuyé régulièrement par les agents de l'Onser (chef de base au centre et responsable technique à droite).

L'unité de potabilisation de Birette produit 25 m³ d'eau potable par heure pour alimenter cinq villages, soit plus de 6 000 habitants.

EN BAS À DROITE : Rangée de bidons auprès d'une borne-fontaine, dans l'attente de la mise en service du réseau.





Délégataire de service public de l'eau

Sidi Khalifou
Nouakchott

Le délégataire est sélectionné après un appel d'offres national dirigé par l'agence de régulation. Ses responsabilités concernent le fonctionnement du service, la maintenance et le renouvellement des équipements fonctionnels tels que les pompes. Il peut également se voir confier des responsabilités d'investissement en vertu de certains accords avec le maître d'ouvrage (réalisation de branchements, travaux d'extension du réseau, renouvellement des équipements électromécaniques, etc.).

« Je suis engagé depuis longtemps pour l'accès à l'eau et à l'énergie pour tous. Lors de mes études d'ingénieur en France dans les domaines de la mécanique et de l'hydraulique, je me suis impliqué dans une association d'aide au développement. Par la suite, j'ai souhaité mettre à profit mes compétences pour le développement de la Mauritanie : tout d'abord au Gret, puis en fon-

dant l'ONG Écodev et le cabinet d'études et conseils ÉCO-Qualité. La dimension entrepreneuriale a toujours été un aiguillon de mes actions. J'ai rejoint CDS en tant qu'actionnaire dès 1993 et commencé à m'impliquer dans la gestion de l'entreprise en devenant conseiller en 2007, puis directeur trois ans plus tard.

Depuis 2007, CDS est opérateur de réseaux d'eau potable et d'électricité en zones rurales. L'entreprise gère aujourd'hui près de 20 services d'eau potable en Mauritanie. Dans le cadre de ces délégations, CDS prend en charge l'exploitation, la maintenance des réseaux et le recouvrement des factures.

Aujourd'hui, nous cherchons à intensifier notre activité dans la zone Sud du pays afin de réaliser des économies d'échelle et d'étendre l'accès à l'eau et à l'électricité. Nous souhaitons aussi développer des systèmes de production d'énergie solaire afin de réduire notre facture énergétique et limiter notre empreinte carbone. Les enjeux pour nous sont de pouvoir avoir une vision plus claire des stratégies du ministère de l'Hydraulique, une cohérence géographique d'intervention, et de renforcer la formation de nos opérateurs. »

En Mauritanie, les délégataires investissent de plus en plus de leur propre gré à la mise en place de panneaux solaires, leur permettant de réduire leurs coûts d'exploitation.



La gestion d'un service d'eau, et particulièrement d'une unité de potabilisation, demande de bonnes compétences techniques. L'eau potable fournie à Breun comme dans les autres localités est de bonne qualité grâce à une gestion professionnelle.

Opérateur

Il assure l'entretien quotidien des unités de potabilisation, des stations de pompage et des réseaux. Sélectionné et formé lors de la mise en place des infrastructures, il est employé de l'Onser, du délégataire ou du comité de gestion.



Atije Ould Bah
Nasra, commune de Tekane

« Je suis opérateur de la station de traitement depuis février 2015. Je suis chargé de traiter l'eau, j'entretiens les appareils, je nettoie les panneaux solaires. J'apprécie cette activité qui rend service à la communauté. J'ai aussi une petite boutique et le travail d'opérateur complète mes revenus. L'essentiel pour moi, c'est que mes différentes activités sont au village auprès de ma famille. »



Habib Ould Moussa
Biret, commune de Ndiago

« Mon rôle est d'assurer le fonctionnement de la station,

notamment de vérifier la tension du groupe et son fonctionnement. Je suis très content de mon métier, parce que je participe à améliorer l'accès à l'eau dans ma localité. Avant les gens buvaient de l'eau non potable. »

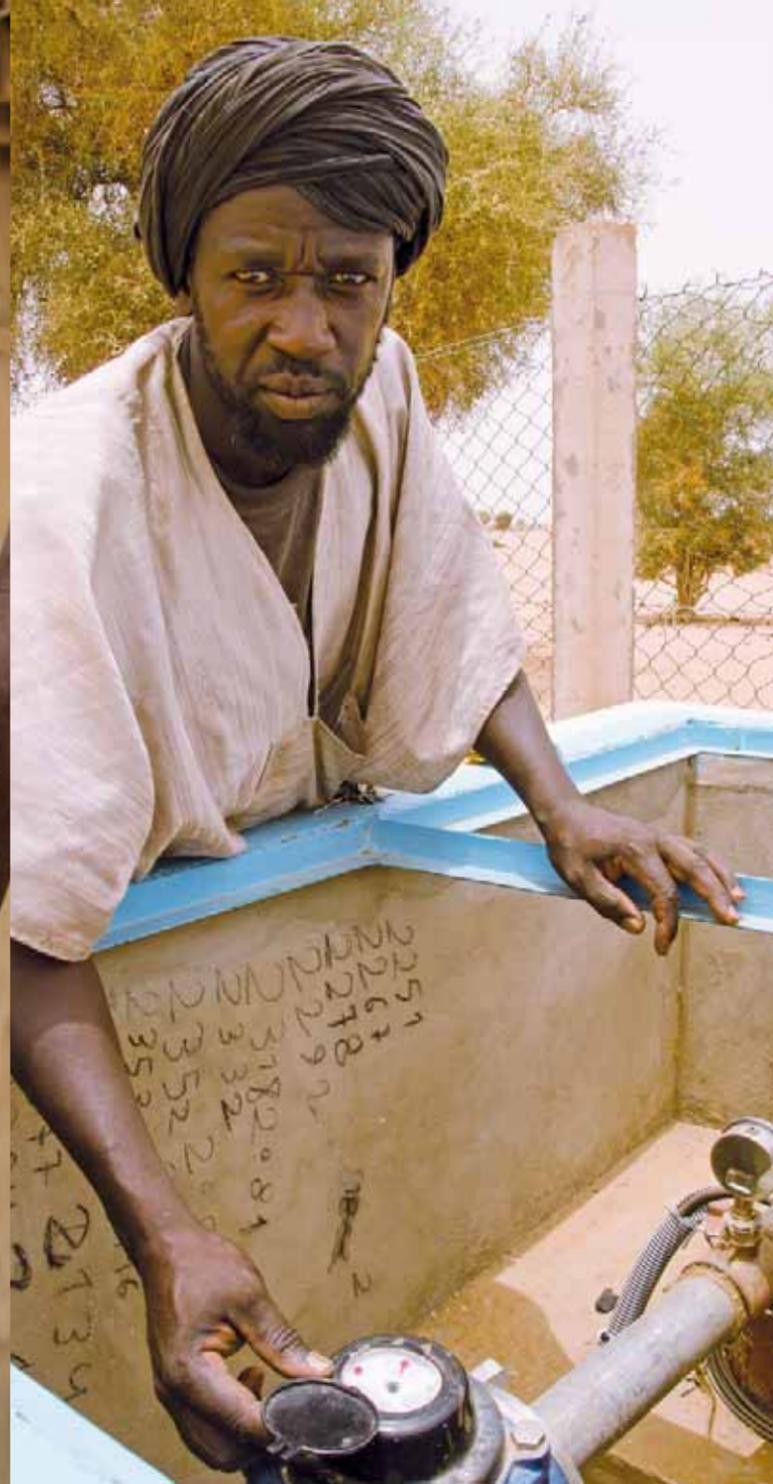


Ahmed Ndao
Breun, commune de Rosso

« Depuis octobre 2010, je travaille à la station. Avant je travaillais dans les champs, puis j'ai été formé pour devenir opérateur. La station ce n'est pas trop compliqué et je suis aidé par un autre. »



Traiter, réaliser des analyses d'eau, entretenir les panneaux solaires, installer des branchements domiciliaires, relever les compteurs, etc. L'opérateur est indispensable au bon fonctionnement technique du service d'eau.





Gérant de blocs sanitaires

Iselmou Hacen Migine

Bloc sanitaire de Rosso

Opérateur indépendant ou employé de la commune, le gérant de blocs sanitaires joue un rôle clé pour l'hygiène des habitants de la ville. Son métier consiste en premier lieu à tenir les lieux propres et à mettre à disposition toutes les nécessités liées à une bonne hygiène : eau, savon, bouilloire, produits sanitaires. Le maintien de la propreté des lieux nécessite une gestion financière adaptée : paiement du service aux usagers, rémunération du personnel, achat des produits d'entretien et versement des redevances à la commune.

« J'assure la surveillance, la propreté, la disponibilité du matériel de nettoyage, pour attirer plus de clients. Il faut les recevoir correctement pour qu'ils soient satisfaits. Nous avons fait de la sensibilisa-

tion auprès des nouveaux clients. Maintenant la plupart des gens sont des habitués ; les commerçants du marché, par exemple, viennent après le travail. Depuis que je suis arrivé, la clientèle a augmenté. Nous faisons des recettes quotidiennes de 7 000 à 8 000 UM, ce qui correspond à environ 300 personnes.

L'aspect de ce travail que j'apprécie, c'est que ça marche : on a les moyens de gérer les pannes et les problèmes pour assurer un service de qualité en continu. Trois personnes, dont un mi-temps, travaillent ici : le gérant, l'opérateur qui s'occupe de l'accueil et de l'entretien, et une troisième personne qui aide pour le ménage. Les employés ont un salaire fixe mais le gérant, après versement d'une partie à la commune, est payé en fonction des recettes. »



Les blocs sanitaires de Rosso, ville frontalière très dynamique, ont changé les pratiques des commerçants et des personnes qui fréquentent le marché.

Client 1

« Je viens presque tous les jours, même si je ne travaille pas ici. Je profite de passer ici pour me laver. C'est mieux ici qu'au village car jusqu'à présent nous n'avons pas d'eau là-bas. »

Client 2

« Je suis commerçant ici. Je viens aux latrines tous les jours, pour me laver et aller aux toilettes. Avant c'était un problème, on attendait l'ouverture des restaurants ou on allait chez les voisins. J'ai aussi des latrines-douches à la maison, mais c'est pratique de passer ici en quittant le travail. »



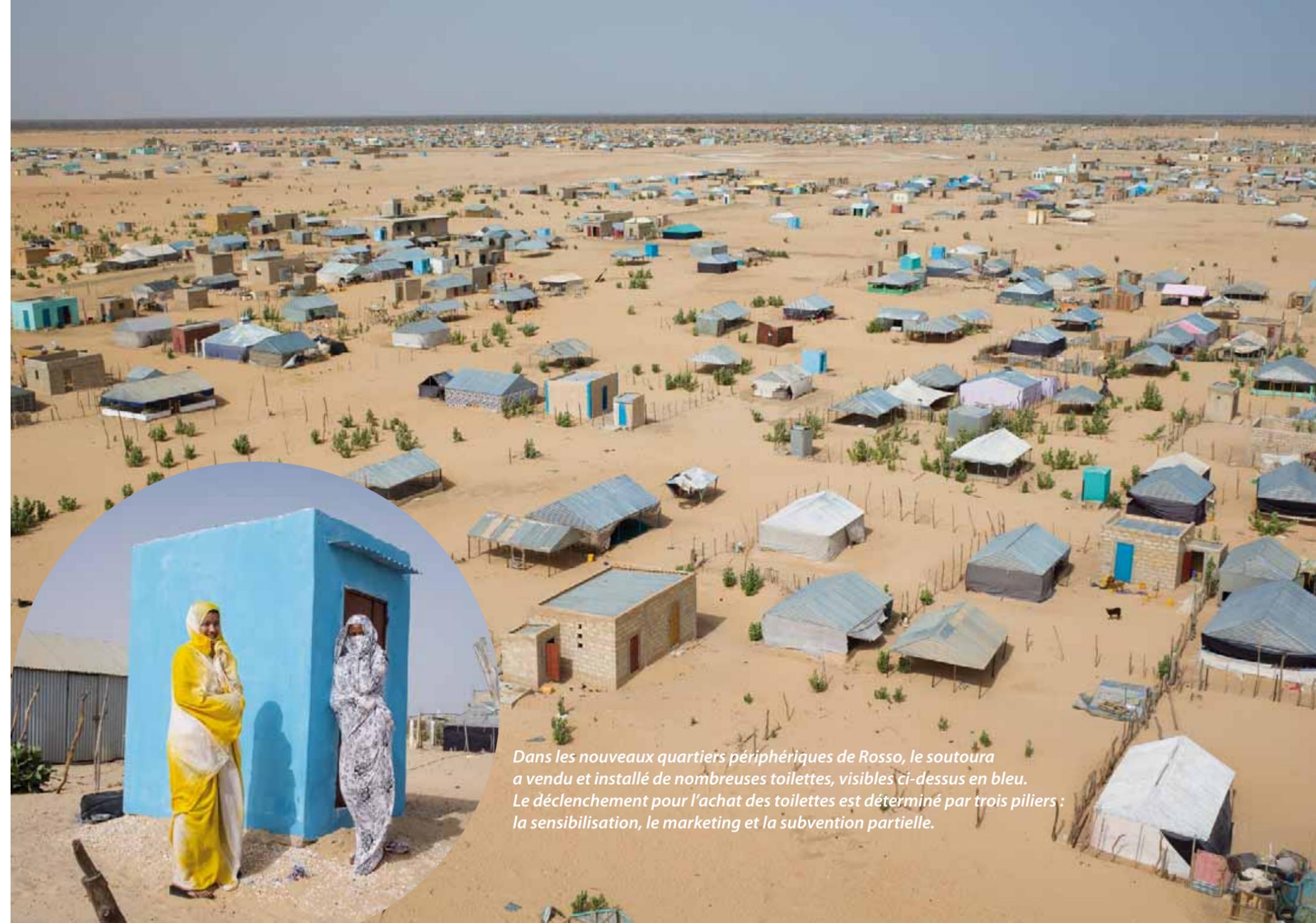
Gérant d'un soutoura

Mohamed Abdalahi Ould Sidi

Keur Macène

Un soutoura est un commerce de toilettes améliorées. Le rôle du gérant est premièrement technique : production de plusieurs modèles de toilettes et installation chez le particulier. Le rôle est ensuite commercial : publicité, marketing et négociation avec les clients font aussi partie de leur métier. Enfin, ils assurent la gestion financière de leur commerce pour acheter les matériaux, renouveler leurs équipements et payer les frais de fonctionnement courant.

« Je suis à la fois commerçant et entrepreneur. Je construis des maisons, des mosquées, des écoles et des latrines. Concernant la vente de latrines, c'est un peu différent. Je démarcher les clients, j'encaisse les engagements financiers, je supervise la construction et la réception des latrines. Ce travail est important car il contribue à améliorer la vie des populations. Toutefois comme les gens n'ont pas l'habitude d'avoir des latrines, ils trouvent que les tarifs sont encore élevés. De mon côté, je fais mon possible pour réduire les prix de vente et je fais de la publicité pour que les gens viennent me voir. »



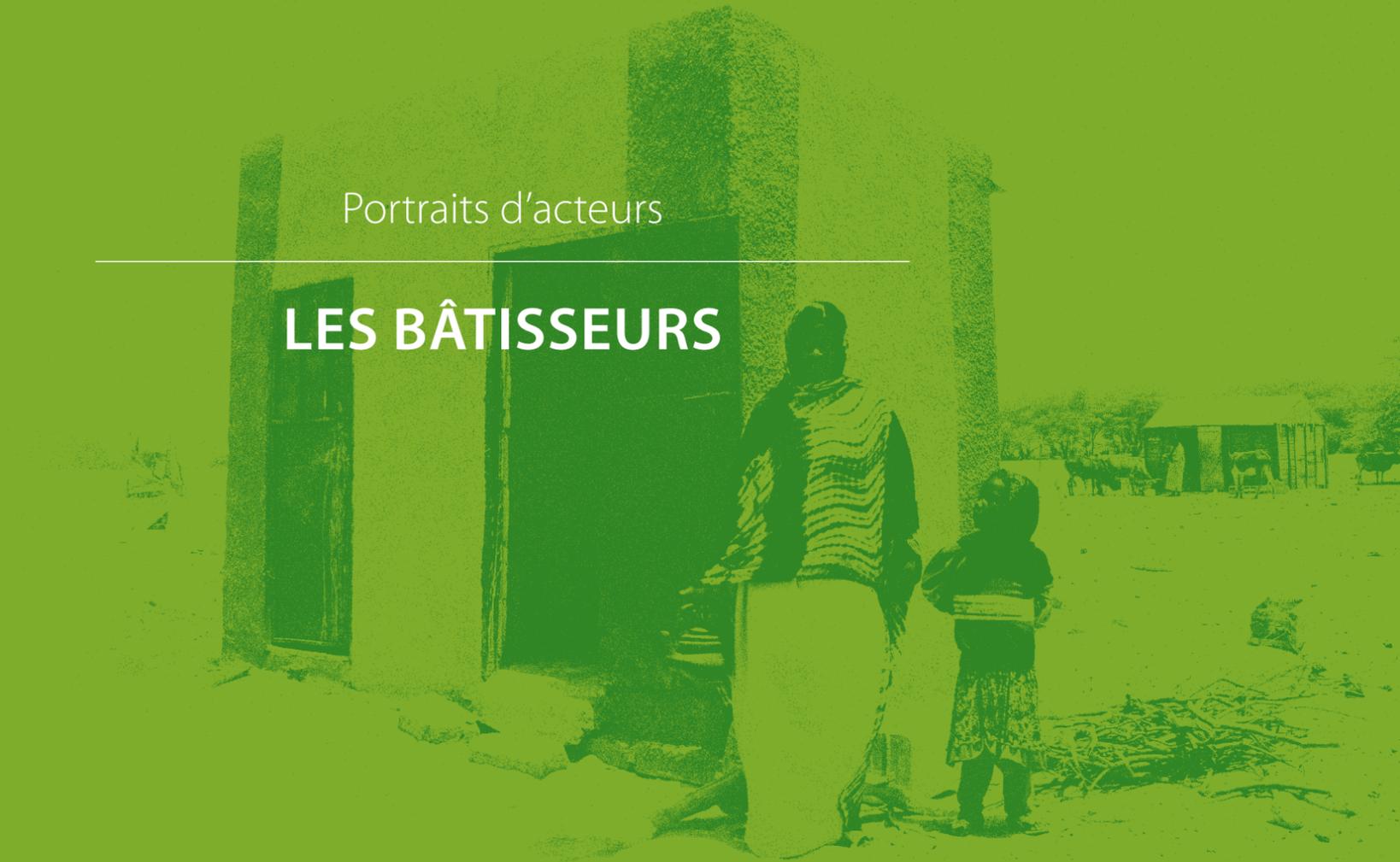
Dans les nouveaux quartiers périphériques de Rosso, le soutoura a vendu et installé de nombreuses toilettes, visibles ci-dessus en bleu. Le déclenchement pour l'achat des toilettes est déterminé par trois piliers : la sensibilisation, le marketing et la subvention partielle.

1

LES BÂTISSEURS

Portraits d'acteurs

LES BÂTISSEURS





Maître d'œuvre

Moulay Ould Beniguenne

Nouakchott

Le maître d'œuvre est chargé de la conception, du dimensionnement, de la constitution des dossiers techniques, ainsi que du contrôle et de la réception des travaux. Son rôle consiste aussi à coordonner les différents corps de métiers intervenant sur un chantier et à s'assurer que les travaux s'effectuent dans les règles de l'art, notamment dans de bonnes conditions de sécurité.

« Ma carrière professionnelle a commencé en 1996 en tant que cadre à la Direction de l'Hydraulique. J'ai ensuite travaillé pendant plusieurs années comme consultant indépendant pour des travaux hydrauliques avant d'intégrer un bureau d'études.

Le bureau BCH est spécialisé dans le domaine de l'eau potable : des études au suivi des travaux de petites adductions séparées aux projets de plusieurs adductions d'eau : points d'eau, mini-réseaux et réseaux d'adduction à partir de forages ou

eau de surface. Nos deux derniers projets de maîtrise d'œuvre sont le Peagg et Aicha.

Les sources d'eau souterraines sont parfois rares ou salées. Par ailleurs les sources de surface sont abondantes dans la zone limitrophe du fleuve. Le projet Aicha a pu résoudre le problème de l'accès à l'eau pour cette zone d'eau salée et faire partager une expérience fructueuse dans le domaine du traitement de l'eau. Cette expérience a servi de pilote qu'on pourra élargir et agrandir pour d'autres zones où la source d'eau de surface est disponible.

Les normes nationales visent l'amélioration de l'accès à l'eau par l'interdiction de l'exhaure manuel et la promotion des points d'eau équipés en solaire pour les plus petits villages. Elles permettent de nous guider dans le montage de projets, les études et l'exécution des travaux. Le domaine d'adduction d'eau est en pleine expansion, où chacun trouve sa place. »



Pendant le chantier, le contrôleur des travaux suit l'entreprise de manière rapprochée. Des réunions sont organisées régulièrement avec le maître d'ouvrage ou son représentant, le maître d'œuvre et le représentant de la mairie (adjoint ou service technique) pour suivre l'avancement des travaux et valider les décomptes de l'entreprise, comme ici à Regba sur la commune de Dar El Barka.



Chef de chantier

Mohamed Vadel Ould Mamina

Nouakchott

Le chef de chantier travaille pour une entreprise de BTP mauritanienne, dont certaines sont spécialisées dans les châteaux d'eau et les réseaux. Il coordonne ses équipes (maçons, plombiers et ouvriers), assure l'approvisionnement des matériaux et assiste aux réunions de chantier.

« J'aime mon travail, l'opérationnel, le travail en équipe. Je suis spécialisé dans les réseaux et les installations liées à l'eau. Avec ce projet, j'ai appris à maîtriser le traitement de l'eau et j'ai réalisé que la Mauritanie a plus de 500 kilomètres sur le fleuve le long duquel de nombreuses localités n'ont pas d'eau potable. Donc beaucoup de travail en perspective.

Ce travail est à la fois passionnant et difficile. La période pour réaliser un chantier est courte, les sites sont parfois difficiles d'accès, et le plus important est de ne pas avoir de retard sur le chantier.

Dans 10 ans, j'aimerais avoir ma propre entreprise... »

L'équipe de chantier >

*À DROITE : Zire Takredient,
commune de Ndiago*



Maçons

**Mohamed Ould Miman
et Moktar Ould Hiuyine**

nés à Sekam Lemradine, commune de Tekane

Les maçons construisent les toilettes chez les particuliers : buses ou ceinturage des fosses, dalles, superstructures. Leur savoir-faire est un élément déterminant sur la durabilité des équipements.

« Avant de faire ce travail, nous avons émigré vers les grandes villes pour trouver du travail. Nous avons été marins, dans la marine marchande puis pour la pêche artisanale. Quand nous sommes revenus nous avons fait différents métiers comme menuisier et maçon. Les expériences de travail à l'extérieur ont été difficiles et nous sommes contents d'avoir un travail dans notre village près de nos familles.

Nous avons été formés à la construction des latrines. Depuis nous avons construit de nombreuses latrines dans le village. Les gens veulent des latrines, tout le monde en demande. Le village grandit et l'activité est pérenne. Nous avons même ouvert, avec la coopérative saniboutique, un dépôt de briques pour faciliter le travail parce que la demande est forte. »



La construction de latrines de qualité demande un savoir-faire. Ici, un maçon formé par le projet construit une dalle à Rabia, commune de Dar El Barka.



Vidangeur

Abdalahi Oumar Fall

Rosso

Le vidangeur est chargé d'extraire les boues de vidange des fosses septiques et de les transporter jusqu'à un point d'enfouissement sécurisé ou de traitement.

« J'ai suivi une formation de menuisier métallique, mais j'exerce aussi les métiers de maçon et vidangeur de fosses septiques. Mon métier consistait à vidanger les fosses des ménages de Rosso : je creuse un trou et je verse le contenu de la fosse à l'intérieur. Avec l'appui du projet, j'ai acquis une charrette avec des bidons et des pompes. On pompe les boues de vidange et on les jette hors de la ville.

C'est un travail qui me convient et qui rapporte de l'argent. Je ne fais pas encore de démarchage commercial : soit les clients disposent de mon contact téléphonique, soit ce sont des voisins qui leur donnent.

Le contact permanent avec les boues de vidange donne des maladies. Dans les fosses, certains objets entraînent des blessures : piqûres par des pointes, coupures par des lames de rasoir, etc. Grâce à la pompe *gulper*, nous ne sommes plus en contact avec les boues de vidange. Par contre, il faut encore améliorer le transport des boues, car on met beaucoup de temps pour aller jusqu'au point de dépotage. »



Transport des boues de vidange jusqu'au point d'enfouissement.



Extraction de boues de vidange à l'aide d'une pompe manuelle à Rosso.



Portraits d'acteurs

LES FACILITATEURS

Chef de village

Il assure la bonne cohésion sociale et représente les villageois.

Interview réalisée en mai 2014 (avant la mise en service des réseaux d'eau).



Attir Aibalala Ould Ahmed

Nasra, commune de Tekane

« Le village est là depuis l'époque du grand-père de mon grand-père... Quelles que soient les conditions de vie ici, c'est chez nous, nous resterons. Le soir, les enfants partent au fleuve et au retour, pour monter la dune, c'est très difficile. Chez nous, on prend sept bidons le soir et parfois il faut repartir le matin. Aller-retour, ça prend un peu plus d'une heure.

L'arrivée de l'eau va changer les choses. Ça va mettre fin à une corvée pénible. Ce sera aussi différent car cette eau sera payante. Mais l'eau actuellement n'est pas gratuite, car elle demande trop d'effort et nous la gérons avec attention, comme si c'était du lait. »



Cheikh Tourad Ould Ahmed

Zire Takredient, commune de Ndiago

« Aujourd'hui 60 % des villageois ont des latrines. Les gens ont pris l'habitude de se laver les mains avec du savon avant de manger et les enfants sont beaucoup moins malades. C'est un grand progrès pour le village.

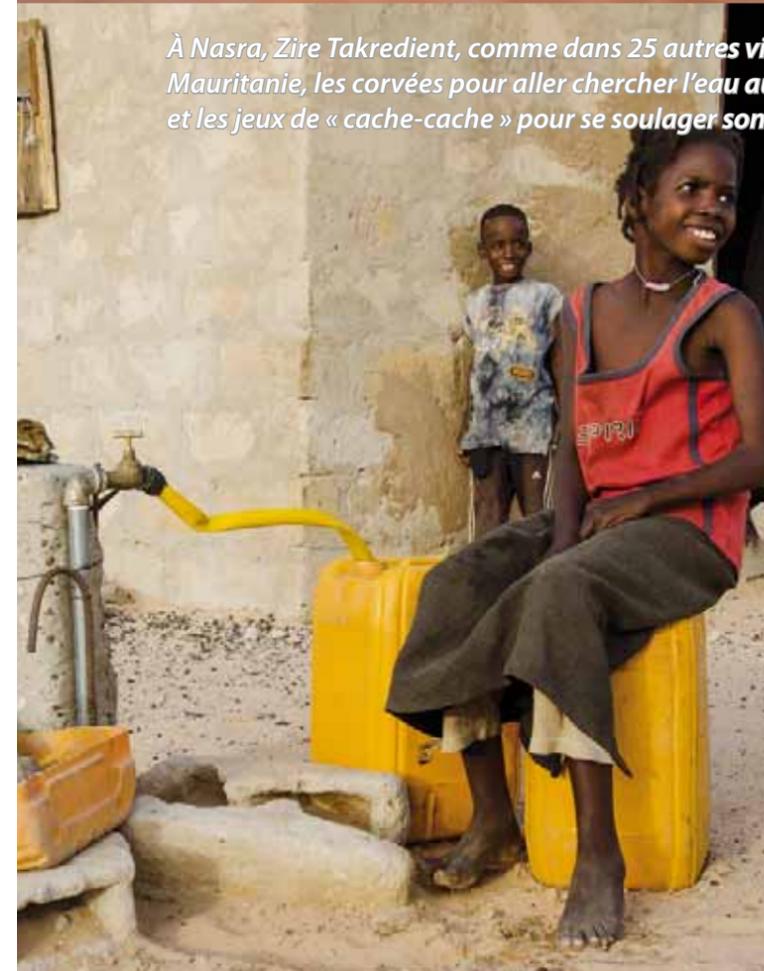
Le démarrage de la station de traitement va changer la vie des villageois. Hier quand l'opérateur a testé le réseau, tous les villageois ont rempli leurs bidons au tuyau. »

DE HAUT EN BAS :

1. Rabia, Dar El Barka, mai 2014
2. Rabia, juin 2015
3. Rabia, juin 2016

PAGE CI-CONTRE, DE GAUCHE À DROITE :

1. Nasra, Tekane, mai 2014
2. Nasra, juin 2015
3. Nasra, juin 2015



À Nasra, Zire Takredient, comme dans 25 autres villages du Sud de la Mauritanie, les corvées pour aller chercher l'eau au fleuve ou au puits et les jeux de « cache-cache » pour se soulager sont maintenant terminés.





Fontainière

Aissatou Diallo

Rabani, commune de Rosso



La fontainière assure la vente de l'eau aux bornes-fontaines. Elle est également chargée de leur entretien.

« Je travaille comme fontainière chaque jour de 8 h à 12 h et de 15 h à 18 h. Les gens amènent leurs bidons pour les remplir à la fontaine. Ils payent 10 UM pour un bidon de 20 litres. Un ménage consomme en moyenne entre 2 et 10 bidons en fonction de ses besoins et de ses moyens.

Ce qui me plaît dans mon travail, c'est de distribuer directement l'eau aux villageois, alors qu'avant les gens devaient aller très loin pour obtenir de l'eau non potable.

Ma famille consomme 13 à 14 bidons par jour en comptant l'eau pour les animaux. Nous n'utilisons plus que l'eau du robinet. D'autres ménages qui ont moins de moyens boivent l'eau du robinet tout en continuant d'utiliser l'eau du fleuve pour leurs usages domestiques (douche, lessive, vaisselle, animaux). Maintenant qu'il y a de l'eau, certains villageois qui étaient partis pour s'installer ailleurs reviennent. Quand on habite à un endroit où on n'a pas d'eau à boire, on ne peut pas envisager de rester. Tant qu'il n'y avait pas d'eau potable, on n'était pas sûrs de rester. Maintenant on est chez nous! »

[Borne-fontaine à Sinthiane Diama >](#)



Avant 2015, les habitants de Rabani et Ergheiwatt, dans la commune de Rosso parcouraient plusieurs kilomètres en charrettes pour obtenir de l'eau. Ils sont désormais alimentés en eau à partir de Chigara, où une station de traitement a été construite et permet de desservir en eau potable toutes les localités environnantes : 2 700 habitants sont déjà reliés au réseau et des extensions sont programmées. Les usagers se raccordent progressivement via des branchements domiciliaires. Les bornes-fontaines disparaissent petit à petit.

Coopérative saniboutique

Les saniboutiques sont des magasins de toilettes améliorées, gérées par des coopératives de femmes. La saniboutique anime des campagnes de marketing de l'assainissement dans les villages pour inciter les ménages à s'équiper. Elle prend les commandes des acheteurs et fait travailler les maçons locaux pour la réalisation des installations.



Mamy Mint El Hacem

Responsable de la coopérative saniboutique à Zire Sbeikha, commune de Ndiago

« La coopérative reçoit les commandes, appelle le maçon qui confectionne les dalles et les fosses. Le ménage paye une partie et une subvention est versée à la coopérative pour compléter. Nous achetons le matériel à Nouakchott, on envoie des chauffeurs qui payent et livrent le matériel.

Ce qui me plaît le plus dans ce travail, c'est le côté social de généraliser l'accès aux latrines, d'avoir convaincu les gens de s'équiper. »



M'Barka Mint Saleck

Présidente de la coopérative saniboutique à Sekam Lemradine, commune de Tekane

« Quand le matériel est arrivé, nous avons pris les commandes des villageois pour réaliser les premières latrines.

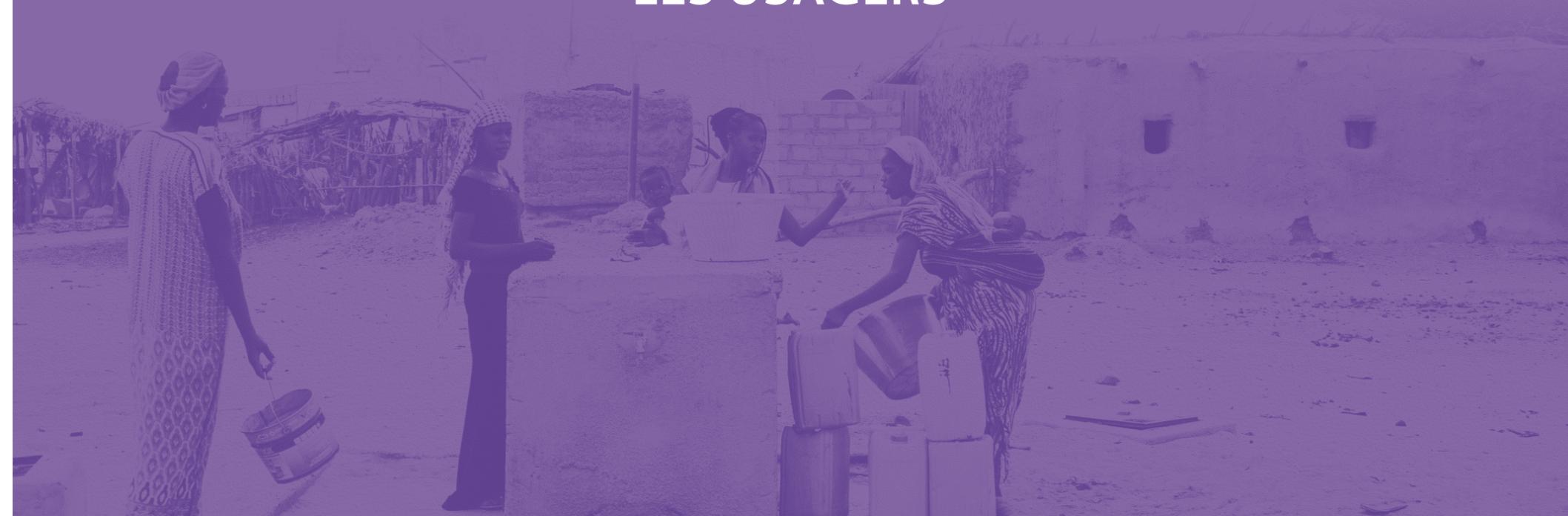
Avant d'être à la coopérative, on ne faisait que des nattes et des voiles, maintenant on gère aussi cette activité. Nous sommes contentes et engagées dans le travail. Nous espérons que bientôt chaque ménage du village aura ses propres toilettes. »



À Sekam Lemradine, dans la commune de Tekane, les femmes membres de la coopérative doivent convaincre les ménages d'acquiescer à l'achat d'une latrine. Elles collectent l'argent auprès des ménages et se chargent de l'approvisionnement des matériaux et de la coordination des travaux avec le maçon. Un stock de dalles et des latrines de démonstration leur permettent d'assurer la promotion de l'assainissement domestique.

Portraits d'acteurs

LES USAGERS





Représentant des usagers

Mohamed Ould Oumar

Président de l'Association des usagers, Keur Macène

62 ans

Le représentant des usagers assure la médiation entre le gestionnaire du service d'eau et la commune. Il sensibilise aussi les usagers aux bonnes pratiques d'hygiène et au fonctionnement du service.

« Je suis le président de l'association des usagers de Keur Macène. Je suis impliqué dans le projet depuis le départ car j'étais conseiller de la mairie à l'époque du démarrage. Mon rôle est, avec les autres membres du comité, de sensibiliser les gens et de faire le lien entre les usagers et la mairie. La sensibilisation porte sur la conservation de l'eau, sa consommation... Chaque fin de mois, nous tenons une réunion au village pour faire le point sur le nombre de compteurs installés, ceux qui payent leur facture, ceux qui ne payent pas. On discute également des problèmes techniques (coupures, fuites). La sensibilisation est une tâche difficile. Les gens ont mis du temps à comprendre que cette eau ne serait pas gratuite. Mais aujourd'hui le système est en place et il est bien accueilli par la population.

À Keur Macène, maintenant qu'il y a l'eau potable et l'électricité, il faut qu'il y ait plus de latrines et qu'on s'occupe des déchets. »



À Nkheila, deux ans après la mise en service du réseau, chaque maison dispose d'un branchement particulier et d'une latrine.



Keur Macène dispose aujourd'hui d'un service d'eau potable et d'un soutoura, un lieu de production et de ventes de toilettes améliorées.



Nkheila est alimenté depuis 2013, à partir de la station de l'Aftout Es Saheli qui dessert Nouakchott. Le nouveau château d'eau construit à proximité a permis de réhabiliter entièrement le réseau et de l'étendre sur 11 kilomètres. La pérennisation du service d'eau contribue, avec l'électricité et le désenclavement, au dynamisme de ce chef-lieu de département.





Directeur d'école

Lehbib Ould Mahfoud

École de Zire Sbeikha

36 ans

« L'école de Zire Sbeikha compte 292 élèves et 6 professeurs. Les latrines sont installées depuis 2014. La situation avant était mauvaise : les élèves partaient sous les arbres et perdaient beaucoup de temps d'enseignement. Les comportements ont changé rapidement, les élèves utilisent tous les latrines et sont très contents, ils ont gagné de la santé et du temps. La gestion des latrines est assurée par un comité composé d'enseignants, de parents d'élèves et d'élèves.

Depuis qu'il y a de l'eau dans le village, on observe que les élèves viennent douchés et qu'ils ont beaucoup moins de maladies. Il y a moins d'absentéisme. L'eau potable et les mesures d'hygiène ont amélioré les conditions de vie des élèves et de tout le village. »



Enseignant

Niang Ahmedou Bamba

58 ans

« Les enfants vont convaincre leurs parents de s'équiper en latrines. »



Élèves de sixième année

Ahmed Ould Mohamed 16 ans

Lemat Mint Bilal 15 ans

« Avant les latrines, on partait en brousse à 100 ou 200 mètres. Maintenant tout le monde utilise les toilettes. C'est mieux parce que c'est à côté, on ne perd pas de temps, c'est mieux pour la classe. On apprend à nos petits frères à les utiliser aussi.

Pendant la sensibilisation, on apprend qu'après être allé aux toilettes, il faut se laver les mains avec du savon et nettoyer les toilettes. »



L'école de Sbeikha fait partie des 30 écoles des cinq communes équipées en latrines, soit plus de 3 500 élèves.



j'ai de l'eau, j'ai mon robinet!

Usagère

Didiya

Nasra, commune de Tekane

18 ans

« Maintenant plus personne ne part chercher de l'eau à la mare et peu de gens font encore leurs besoins à l'extérieur. La majorité des villageois ont un robinet et une latrine. Je ne veux même pas me souvenir du temps où l'on transportait de l'eau en quantité insuffisante et même pas potable. »

Usagère

Fatimata Sy

Sinthiane Dar El Barka, commune de Dar El Barka

60 ans

« Depuis qu'on a le robinet, je ne pars plus au fleuve. Je faisais ça depuis que j'étais enfant. Avec le temps gagné, je me repose. »

Femme de la coopérative de maraîchage

Astou Mbodj

Breun, commune de Rosso

36 ans

« Ça a été un grand changement pour le village et surtout pour les femmes qui ne partent plus chercher l'eau au fleuve. Nous sommes moins fatiguées et plus belles! »

Portraits d'acteurs

LES USAGERS

Agriculteur, maçon

Cheikh Ould Laly

Rabia, commune de Dar El Barka

46 ans

« La latrine en construction est en ciment avec une douche et des toilettes. C'est un investissement de 15 000 UM pour la dalle et la fosse. Là je suis en train de construire la superstructure. J'ai décidé d'investir cette somme dans la latrine pour la santé de ma famille et pour ne plus faire la DAL. »

Chef du village

Ahmed Mbaret Ould Yessi

Regba, commune de Dar El Barka

50 ans

« Moi je n'ai pas encore de latrines. J'ai contribué à la sensibilisation, mais bientôt 'challah je serai équipé. La prochaine fois, on prendra une photo devant ma latrine. »

Femme de la coopérative

Mamy Mint El Hassen

Zire Sbeikha, commune de Ndiago

« Avant on avait que la brousse. On allait sous les arbres pour se soulager. Aujourd'hui presque tout le monde a une latrine pour ses besoins. C'est un progrès très important, surtout pour la santé et l'intimité des femmes. »

j'ai ma latrine!



Le projet Aicha est mis en œuvre par le Gret, en partenariat avec Tenmiya.



Avec le soutien financier de :

